

Exposé de stratégie régionale

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET
LES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS



FIDA
FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

Exposé de stratégie régionale

STRATÉGIE DU FIDA POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RURALE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET DANS LES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS

INTRODUCTION	2
APERÇU RÉGIONAL	2
DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ RURALE	6
EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LES PAYS ECO ET ENSEIGNEMENTS IMPORTANTS À EN TIRER	7
STRATÉGIE SOUS-REGIONALE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	8





INTRODUCTION

Ce document présente le programme stratégique pluriannuel du FIDA pour les pays de l'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants, qui ont des emprunts en cours: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, République de Moldova, Roumanie et ex-République yougoslave de Macédoine (ci-après dénommés pays ECO ou région ECO). Il s'appuie sur le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006. Son analyse repose sur le document détaillé relatif à l'évaluation de la pauvreté et aux options stratégiques sous-régionales, présenté lors d'un atelier de validation organisé pour les principaux gouvernements partenaires à Bucarest en décembre 2001. Il s'agit d'un document évolutif appelé à être modifié avec le temps. Cette version tient compte des observations formulées par les participants aux tables rondes qui ont eu lieu sous l'égide du Conseil des gouverneurs du FIDA le 20 février 2002, à l'occasion desquelles la présente stratégie a été exposée et discutée.

La pauvreté dans la région ECO présente des caractéristiques inhabituelles et constitue un défi sans précédent pour le FIDA. D'une part, comme partout dans le monde, les pauvres des pays ECO manquent d'avoirs, n'ont pas suffisamment accès aux services essentiels, ont un bas niveau de vie et se sentent privés de pouvoir et de sécurité. Mais, à la différence de ce qui se passe dans beaucoup d'autres parties du monde, la pauvreté généralisée est un phénomène relativement récent dans la région. Actuellement, la plupart des habitants des pays en transition sont alphabétisés; beaucoup ont même un bon niveau d'instruction et jouissaient, il y a peu, d'un emploi sûr et d'une retraite garantie. Après l'effondrement du système communiste, la pauvreté a augmenté à un rythme inégalé ailleurs dans les périodes récentes. Selon les dernières données, près d'une personne sur cinq dispose aujourd'hui de moins de 2,15 USD par jour pour vivre. Il y a un peu plus de dix ans, au début de la transition vers l'économie de marché, moins d'une personne sur 25 vivait dans une telle situation de pauvreté absolue.

Fait important, les populations rurales de la région ECO sont souvent plus exposées à la pauvreté que les citadins. Depuis le début de la transition, la situation

s'est dégradée partout dans les campagnes et les inégalités entre zones rurales et zones urbaines se sont aggravées dans la plupart des pays. En Albanie, par exemple, près de 90% des pauvres vivent en milieu rural, et 60% des chefs de famille des ménages pauvres travaillent à leur compte dans l'agriculture. De même, dans la République de Moldova, plus de 21% de la population rurale vit aujourd'hui en dessous du seuil officiel de pauvreté contre moins de 7% dans la capitale. Bien que les ruraux produisent eux-mêmes la plus grande partie de leur nourriture, de sorte que beaucoup d'entre eux échappent à la pauvreté extrême, la pauvreté et les inégalités dans la population pauvre sont nettement plus graves dans la plupart des zones rurales.

Alors que la pauvreté rurale dans la région ECO présente nombre de dimensions complexes, il existe un facteur sous-jacent commun: le vide institutionnel créé par l'effondrement de la planification centrale et du régime socialiste. Nombre de chefs de famille des zones rurales sont de nouveaux exploitants qui se sont lancés dans l'agriculture pour remédier à la perte de leur emploi après l'effondrement de l'ancien système économique. En dépit d'une vaste réforme agraire et de réorientations politiques importantes, les revenus ruraux sont restés stagnants en raison, surtout, des disponibilités limitées d'intrants et de technologies essentiels, des obstacles au remembrement des terres, de l'accès insuffisant au marché, du manque de crédit rural et des possibilités réduites de gains hors exploitation. Comme les agriculteurs de la région ont dû le constater, les marchés, le crédit, les engrais, les technologies appropriées et les autres actifs productifs sont les clés du succès. Ces services, autrefois offerts par l'État, sont aujourd'hui purement et simplement inexistantes ou mal adaptés aux petites exploitations récemment privatisées. L'un des grands défis du processus de réduction de la pauvreté consiste donc à établir de nouvelles institutions adaptées à la réalité d'aujourd'hui.

APERÇU RÉGIONAL

Les huit pays ECO figurent depuis relativement peu de temps dans le portefeuille du FIDA. Ils constituent une région diversifiée abritant une population de

53,3 millions d'habitants, dont quelque 23,2 millions de ruraux qui vivent principalement de l'agriculture. Bien que la situation varie énormément d'un pays à l'autre, les économies de transition se trouvent dans le contexte d'une disparition brutale de la planification centrale et des services d'État, avec une réduction des dépenses du secteur public et la désorganisation des filières de production, de commercialisation et de distribution aux niveaux régional, national et local.

Aspects macroéconomiques

L'ampleur de l'effondrement économique rend à elle seule l'évolution de la région ECO différente de celle des autres parties du monde, et le déclin de la production économique et des niveaux de vie y est comparable à celui de la grande crise des années 30. Comme le montre le tableau ci-dessous, le produit national brut (PNB) total et le revenu par habitant sont aujourd'hui bien inférieurs aux niveaux enregistrés au début de la transition, dans la plupart des pays. L'impact de la transition a été particulièrement fort dans les nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et République de Moldova) qui étaient plus tributaires des marchés garantis offerts par l'ancien régime. Les revenus individuels ont baissé de plus de 60% dans certains pays et la production économique totale se situe aujourd'hui en dessous des niveaux antérieurs à la transition, dans tous les pays à l'exception de l'Albanie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Le graphique de la page 4 fait apparaître l'évolution des performances économiques: les pays ECO ont généralement accusé une baisse importante du PNB au

début de la transition, et la reprise a été à la fois lente et difficile. Seules exceptions à cette règle, l'Albanie, où la croissance récente est impressionnante, principalement en raison de la sortie de la quasi-autarcie virtuelle par l'ancien régime, et la Roumanie dont la croissance est assez régulière depuis 1992. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'augmentation considérable du PNB en 1999 reflète essentiellement l'accroissement des dépenses de construction et de services, lié à la guerre au Kosovo et à l'afflux de réfugiés.

Conséquence très importante de l'effondrement économique, tous les pays de la région ECO ont connu un déclin brutal de la demande de main-d'œuvre. Les emplois autrefois garantis par l'État ont tout simplement cessé d'exister et les nouvelles activités du secteur privé qui auraient pu absorber la main-d'œuvre disponible de ce fait se créent lentement. Faute d'autres solutions, nombre de familles se sont tournées vers l'agriculture de subsistance et d'autres petits emplois indépendants pour assurer leur survie. Dans une perspective d'avenir, l'un des principaux enjeux des pays ECO est d'aider les agriculteurs à faire de l'agriculture un moyen de se libérer de la pauvreté et non de s'y adapter.

Contexte historique

Malgré la gravité de l'effondrement de la production économique et du niveau de vie, la véritable caractéristique originale de la pauvreté dans la région ECO est qu'elle a fait son apparition dans le contexte de bouleversements généraux profonds et de grande portée de la vie politique, économique et sociale. Au plan politique, les habitants de la plupart des pays ECO se

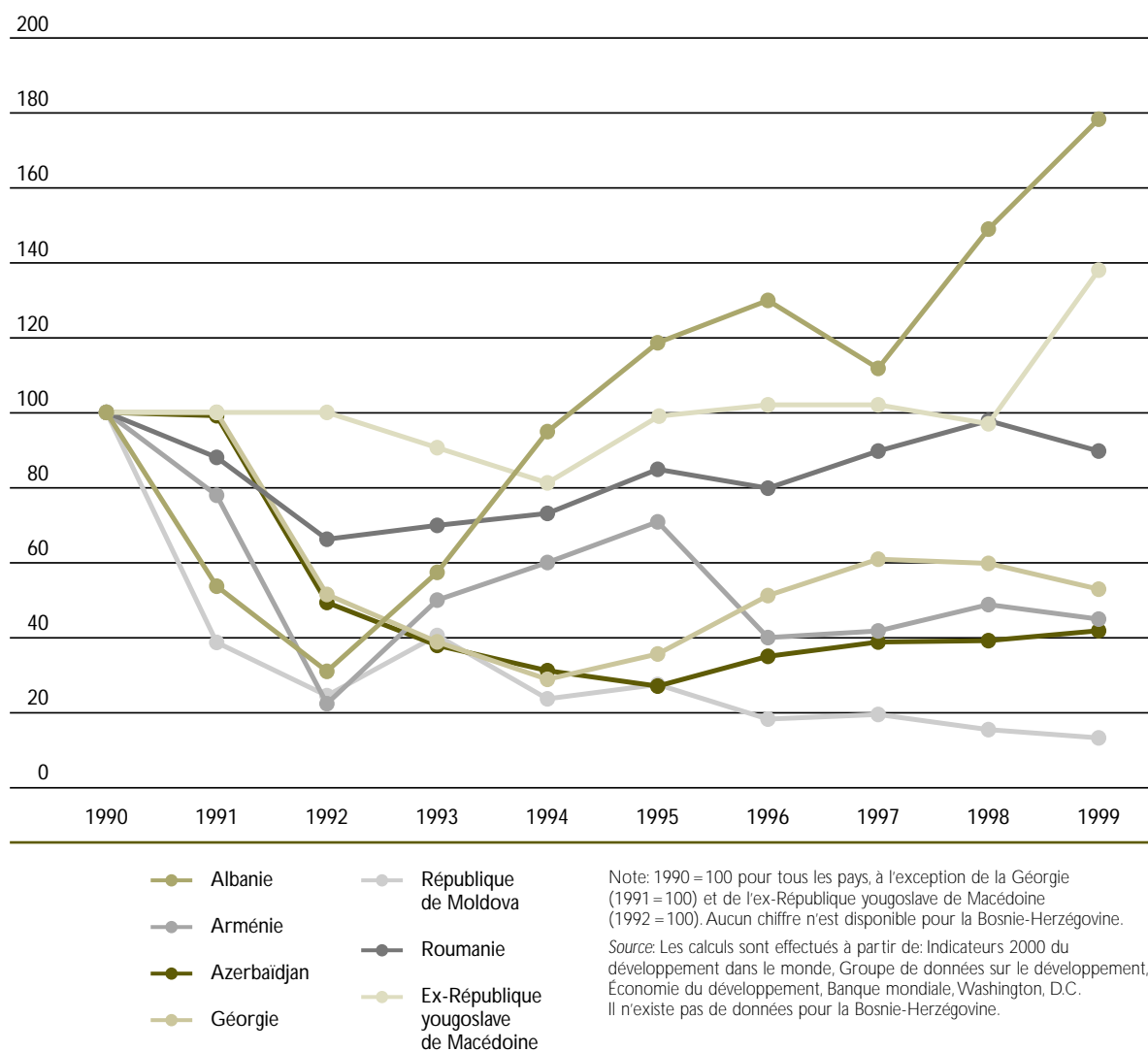
Produit national brut et revenu par habitant dans les économies de transition

	PNB aux prix du marché (en milliards de USD)		Revenu par habitant, méthode Atlas (USD)	
	1990	1999	1990	1999
Albanie	2,11	3,11	845	870
Arménie	3,97	1,90	2 168	490
Azerbaïdjan	9,84	3,70	1 351	460
Bosnie-Herzégovine	10,60	4,52	1 980	1 147
Ex-République yougoslave de Macédoine	2,56	3,30	1 195	1 690
Géorgie	8,82	3,41	1 967	620
République de Moldova	10,58	1,50	1 056	410
Roumanie	38,46	34,14	1 585	1 520

Note: Les chiffres de 1999 sont des estimations provisoires; les chiffres en italique correspondent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Sources: Sauf pour la Bosnie-Herzégovine, les chiffres de 1990 proviennent de: *Indicateurs 2000 du développement dans le monde*, Groupe des données sur le développement, Économie du développement, Banque mondiale, Washington, D.C. Les chiffres pour la Bosnie-Herzégovine proviennent du Rapport de pays 2000 EIU, Economist Intelligence Unit, Londres. Pour 1999, toutes les données proviennent de *Country at a Glance Data Sheet 2000*, de la Banque mondiale.

Indice de performance économique mesurée par le PNB aux prix du marché



retrouvent à l'intérieur de frontières fraîchement délimitées, dans des nations qui redéfinissent fondamentalement leur identité et dans des systèmes politiques qui permettent une plus grande liberté d'expression et renforcent les autres droits civiques. Au plan économique, la transition vers l'économie de marché a ouvert de nouvelles perspectives pour la croissance et les investissements privés, mais a été aussi accompagnée de difficultés matérielles et d'une insécurité inconnues jusqu'alors. Les chocs économiques successifs, comme la perte d'emplois, le non-paiement prolongé des salaires, l'hyperinflation et la réduction brutale des avantages habituels (tels que les services sociaux à bon marché ou gratuits, les subventions et les rabais sur les biens et les services) ont donné aux gens la sensation inhabituelle d'être vulnérables, impuissants et incapables de préparer l'avenir.

Au point de vue social, la transition a non seulement suscité des difficultés matérielles inhabituelles mais aussi détruit les modèles sociaux normaux. Contrairement à la majorité des pauvres des pays en développement, la plupart des pauvres des pays en transition sont alphabétisés et beaucoup ont même un bon niveau d'instruction; avant la transition, ils avaient un emploi sûr et comptaient recevoir régulièrement de l'État une pension et des allocations après leur retraite. À mesure que les emplois disparaissent et que le chômage augmente, la cohésion sociale se détruit. Le taux de suicide des hommes a augmenté de plus de 50% dans certains pays; la traite des jeunes femmes est en plein essor et, dans les zones rurales pauvres, les jeunes hommes sont de plus en plus nombreux à se lancer dans le trafic de drogue. Ces tendances font présager l'apparition de problèmes

sociaux majeurs qui risquent de compliquer les futures actions de lutte contre la pauvreté.

Agriculture en transition

Depuis le début de la transition, des progrès significatifs ont été accomplis dans tous les pays ECO, en termes de libéralisation des marchés et du commerce, de privatisation des petites et moyennes entreprises (PME), de restructuration des entreprises, de commercialisation des infrastructures et de législation favorisant l'expansion des services financiers privés. Une large gamme de réformes juridiques ont été adoptées, notamment de nouveaux codes civils et codes des impôts, des lois sur les banques commerciales, des lois sur la propriété des terres agricoles et des lois sur la privatisation. Les programmes de privatisation des terres ont alloué aux petits agriculteurs privés une grande partie des terres assignées autrefois aux fermes d'État et aux fermes collectives.

En dépit de ce qui a été fait pour jeter les bases d'une croissance économique menée par le marché, la privatisation de l'agriculture doit être étayée de toute urgence par une réforme institutionnelle encourageant les investissements et améliorant l'accès des agriculteurs aux marchés, aux intrants, à l'assistance technique et aux aides financières. Les institutions publiques ne se sont généralement pas adaptées aux besoins des petits agriculteurs privés. En outre, elles ne disposent ni des ressources ni du personnel compétent qui leur permettraient d'élaborer des politiques sectorielles appropriées ou de fournir dans tout le pays des biens et des services publics. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, nombre de nouveaux pauvres se sont tournés vers l'agriculture pour pallier la perte de leurs emplois après l'effondrement des industries d'État. Ces nouveaux agriculteurs manquent généralement de liquidités et, parce que les institutions sont inexistantes ou mal adaptées, ils ont peu de chances d'obtenir le crédit qui leur permettrait de se lancer dans des cultures plus rentables. Il faudrait également faire beaucoup plus pour mettre en place un système d'approvisionnement en intrants, des marchés pour les produits et des services d'appui associés (vulgarisation, services vétérinaires et transformation des produits agricoles) qui soient efficaces.

Réforme agraire. En principe, la privatisation des terres agricoles est achevée, ou sur le point de l'être, dans tous les pays considérés ici. En pratique, cependant, ce processus a conduit à diviser les terres en parcelles extrêmement petites et à en donner la propriété à des personnes âgées ou à des personnes peu intéressées par l'agriculture, si bien que l'impact en termes

de réduction de la pauvreté n'a pas été aussi important que prévu. Au contraire, en terme de croissance et d'amélioration des revenus ruraux, l'impact a été inégal, variant principalement en fonction du type et de la qualité du processus de réforme agraire engagé par chaque pays. Bien que l'approche spécifique adoptée pour ces réformes varie d'un pays à l'autre, le processus de distribution initial a généralement été inspiré par un souci d'équité. Cette préoccupation a, toutefois, soulevé un autre problème dans la région ECO, parce que la distribution *équitable* des terres n'est pas forcément rationnelle. La création d'un marché foncier fonctionnant bien revêt donc une importance vitale pour la promotion de futurs investissements dans l'agriculture.

Bâtiments et matériel. La privatisation des bâtiments et des machines agricoles a posé une autre série de problèmes parce que ces biens étaient le plus souvent indivisibles et adaptés à des exploitations de grande taille. Indépendamment de la façon dont ces actifs fixes ont été divisés, les bâtiments et les machines des grandes fermes d'État sont généralement mal adaptés aux besoins des petits producteurs indépendants. Par conséquent, les pays ECO devront à l'avenir faire des efforts considérables pour rééquiper le secteur agricole en machines et infrastructures mieux adaptées aux besoins des nouveaux agriculteurs d'aujourd'hui. Par manque de liquidités et en raison de l'accès limité aux services financiers, la plupart des producteurs indépendants n'ont pas été en mesure de faire ces investissements eux-mêmes.

Production animale et végétale. Dans toute la région, la grande culture par rotation a été massivement abandonnée au profit de cultures de subsistance, destinées à assurer la sécurité alimentaire des ménages. Seules les céréales de base et les pommes de terre sont aujourd'hui cultivées en plus grande quantité qu'autrefois, alors que les productions à plus forte valeur telles que les agrumes, le thé, les légumes, le vin et le tabac, qui demandent des connaissances spécialisées et des équipements de transformation spéciaux, ont rapidement reculé, et ce pour une raison bien simple: ne disposant que d'une petite surface de culture, la plupart des familles n'ont eu d'autre choix que de consacrer entièrement aux cultures vivrières de base simplement pour assurer au moins leur subsistance. Ensuite, une fois leur sécurité alimentaire acquise, les agriculteurs n'ont guère été incités à intensifier leur production faute d'accès facile au marché. L'élevage a dû aussi s'adapter aux nouveaux marchés et les troupeaux ont considérablement diminué en raison du manque d'aliments importés et des ventes auxquelles

les petits agriculteurs ont dû se résoudre pour obtenir l'argent liquide nécessaire à leur survie.

Marchés des intrants. Depuis le début de la transition, la privatisation des marchés des intrants a progressé globalement de manière satisfaisante. Des études récentes du FIDA en Azerbaïdjan et en Géorgie, par exemple, indiquent que les fournisseurs privés dominent aujourd'hui les marchés d'intrants, en particulier pour les aliments du bétail, les semences, les engrais et les produits agrochimiques. D'un autre côté, nombre de marchands d'intrants récemment privatisés répondent encore aux besoins des grands producteurs agricoles (notamment quelques fermes d'État rescapées et d'autres grandes exploitations) et commencent, aujourd'hui seulement, à mettre en place les types de services et de lignes de produits adaptés aux petits producteurs actuels. Dans tous les pays, les problèmes d'approvisionnement et de coût sont encore aggravés par le manque d'informations sur l'utilisation et la gestion des produits chimiques (comme la lutte intégrée contre les ravageurs) adaptées aux besoins des petits agriculteurs. Ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles beaucoup d'agriculteurs indépendants ont aujourd'hui de grandes difficultés à se procurer les intrants dont ils ont besoin, et que les rendements des cultures sont bien en dessous de ce qui peut être raisonnablement attendu avec une gestion plus intensive.

Marchés des produits. Depuis l'effondrement de l'ancien système, l'absence de marchés sûrs pour écouler la production se révèle être un frein au développement de l'agriculture, plus important encore que l'accès aux intrants. Les problèmes liés à la commercialisation des produits commencent au niveau de l'exploitation où la redistribution des terres en petites parcelles a abouti à la création d'unités de production isolées. Au contraire, avant la transition, de grosses quantités étaient produites et réunies en un lieu central. Aujourd'hui, de nombreux petits agriculteurs font de longs trajets coûteux et difficiles pour vendre de petites quantités de produits. De nouveaux points de vente commencent à peine à se monter, et le quasi-monopole détenu par les quelques sociétés de vente en gros qui existent (dont certaines appartiennent encore à l'État) ne laisse guère aux agriculteurs de possibilités de négocier des prix favorables. En outre, les nouvelles formes d'action collective, comme les associations et les coopératives de producteurs, qui pourraient permettre de négocier des conditions plus favorables suscitent une méfiance générale: pour beaucoup, elles rappellent trop la période communiste.

Finance rurale. De manière générale, la restructuration des banques dans la région ECO a été peu

convaincante, surtout parce que les pouvoirs publics continuent d'intervenir et d'appuyer les entreprises d'État, que les réglementations sont inadaptées, et que le règlement des dettes des anciennes fermes collectives soulève des problèmes. Il n'existe pas encore de véritables institutions de financement rural, et nombre de banques refusent d'accorder des prêts aux agriculteurs qui sont considérés comme des emprunteurs peu rentables et à haut risque. De plus, faute de marchés sûrs pour écouler leur production, les agriculteurs ne savent pas quels prix ils obtiendront et hésitent donc à emprunter. Il apparaît clairement que l'absence persistante d'institutions susceptibles de fournir des fonds de roulement (aux agriculteurs et aux commerçants privés) et de financer les investissements dans les infrastructures et les machines agricoles freine la croissance agricole.

DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ RURALE

Pour mesurer le nombre de personnes vivant dans une situation de pauvreté absolue, une étude récente de la Banque mondiale se réfère au seuil de pauvreté dit des deux dollars par jour, qui correspond aujourd'hui à 2,15 USD par personne et par jour sur la base du pouvoir d'achat de 1996. Alors que le seuil d'un dollar par jour est utilisé pour mesurer le dénuement total dans beaucoup d'autres parties du monde, celui des deux dollars par jour est plus approprié pour la région ECO où le climat très froid impose des dépenses additionnelles pour le chauffage, les vêtements chauds et la nourriture. En outre, cette mesure correspond au plus bas des divers seuils de pauvreté nationaux, exprimés en termes de parité des pouvoirs d'achat, des pays les plus pauvres de la région.

En ce qui concerne le groupe cible du FIDA, des calculs simples basés sur les indices de pauvreté des recensements et les données démographiques pour chaque pays semblent indiquer que quelque 4,0 millions de ruraux de la région ECO (à l'exclusion de la Bosnie-Herzégovine pour laquelle les données manquent) vivent avec moins de 2,15 USD par jour. Si on applique un seuil de pauvreté un peu plus élevé de 4,30 USD par jour (qui est plus approprié pour les pays à revenu intermédiaire comme la Roumanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine), le nombre de ruraux pauvres atteint 12,3 millions environ, soit à peu la moitié près de la population rurale totale. Bien que ces estimations soient peu précises, l'écart important entre le nombre de personnes disposant de 2,15 USD et celui des personnes disposant de 4,30 USD par jour indique clairement que, si beau-

coup ne sont pas tombées dans la pauvreté absolue, un grand nombre d'entre elles vivent à la limite de cette situation et n'ont pas des moyens de subsistance sûrs.

Ces estimations ne tiennent pas compte non plus des différences importantes qui existent souvent entre les zones rurales et urbaines en ce qui concerne la gravité et l'incidence de la pauvreté. En effet, la pauvreté ne saurait être mesurée uniquement par des indicateurs de revenus, et des tendances alarmantes commencent à faire leur apparition dans les campagnes de tous les pays, à savoir l'augmentation de la malnutrition et des maladies et la baisse des niveaux d'enseignement. La situation est aggravée par le fait que les routes rurales, les centres de santé, les écoles et l'approvisionnement en eau saine ont été conçus essentiellement pour répondre aux besoins des anciennes fermes d'État et fermes collectives, et ne sont plus adaptés à la population plus dispersée d'aujourd'hui. À cet égard, même le chiffre de 12,3 millions de ruraux pauvres ne donne probablement qu'une faible idée de l'ampleur réelle de la pauvreté.

On constate que la pauvreté rurale est plus grave et plus répandue dans les groupes suivants:

- **Les agriculteurs des zones montagneuses et d'altitude.** Souvent, des communautés montagnardes entières vivent dans une situation de pauvreté extrême en ne disposant pas d'assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins biologiques. Les agriculteurs de ces zones ont peu de possibilités de gagner des revenus hors exploitation et sont confrontés à de graves problèmes de commercialisation en raison de leur isolement.
- **Les salariés ruraux.** En raison de la petite taille des exploitations, la plupart des ruraux doivent tirer une grande partie de leur revenu d'activités hors exploitation. En fonction des avoirs dont elles disposent, les familles dont les revenus proviennent de salaires sont souvent plus pauvres que celles des agriculteurs parce qu'elles ne produisent pas elles-mêmes leur nourriture.
- **Les femmes rurales.** La transition a eu un effet négatif marqué sur l'égalité entre les sexes, et les femmes représentent aujourd'hui un pourcentage élevé des ruraux pauvres. Alors que les hommes partent souvent vers les villes pour trouver un emploi, les femmes restent sur l'exploitation afin de s'occuper des enfants et deviennent ainsi prisonnières de la production de subsistance.
- **Les personnes âgées.** Les personnes âgées et les retraités représentent aussi une large partie des populations rurales dans plupart des pays. Alors qu'elles ont souvent été les premières à bénéficier

des programmes de restitution des terres, nombre de personnes âgées ne sont plus capables de travailler sur une exploitation agricole et se trouvent dans une situation particulièrement dramatique.

- **Les minorités ethniques.** Les frontières nouvellement tracées des États, l'établissement de nouvelles relations majorité-minorité et l'âpreté de la compétition pour les ressources réduites ont contribué, conjointement, à diviser les sociétés selon les lignes ethniques. Ainsi, les membres des minorités qui travaillaient dans l'agriculture collective ont souvent perdu l'accès à la terre à la suite de la réforme agraire.

EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LES PAYS ECO ET ENSEIGNEMENTS IMPORTANTS À EN TIRER

À la fin de l'année 2001, le FIDA avait financé au total 17 projets d'investissement dans la région ECO, dont 14 sont encore en cours d'exécution. Le montant total des prêts du FIDA s'élevait à 177,6 millions de USD, tandis que la valeur globale de tous les projets, y compris les cofinancements et les contributions des gouvernements et des bénéficiaires, atteignait 379,5 millions de USD. En d'autres termes, pour chaque dollar investi par le FIDA, 1,14 USD supplémentaire a été mobilisé pour le financement des projets.

En ce qui concerne les dépenses de projet par habitant, le FIDA a investi 3,33 USD par personne, dans les pays de la région à qui il a accordé des prêts et 7,65 USD par habitant des zones rurales. Pour ce qui est des ruraux pauvres, l'investissement total par personne s'établit à 14,48 USD (sur la base du seuil de pauvreté de 4,30 USD par jour), soit 1,61 USD seulement par personne et par an depuis l'approbation du premier prêt pour la région, il y a neuf ans. Même si des projets particuliers peuvent avoir un impact direct et significatif sur des groupes spécifiques de bénéficiaires, ces chiffres font penser que les projets du FIDA ont peu de chances, à eux seuls, d'avoir un impact majeur sur l'incidence globale de la pauvreté rurale. En revanche, en tant qu'institution de financement relativement modeste, le FIDA jouit d'un avantage relatif dans la région en raison de son aptitude à identifier de nouvelles approches et à démontrer l'efficacité de mesures susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle.

Plusieurs enseignements ayant des implications importantes pour la stratégie sous-régionale ressortent clairement de l'expérience du FIDA dans les pays ECO:

- Le *vide institutionnel* provoqué par l'effondrement de la planification centrale est un facteur important

du problème de la pauvreté rurale. Par conséquent, pour donner de bons résultats, les projets doivent se fonder sur une stratégie à long terme de création et de renforcement des institutions, et être conçus avec une flexibilité suffisante pour s'accommoder des faiblesses existantes.

- Pour relever le défi du *développement des zones montagneuses*, le FIDA a constaté qu'il est essentiel d'adopter une approche systémique, reposant sur la connaissance des interactions entre les communautés montagnardes et les autres secteurs de l'économie nationale. Une telle approche requiert une coopération étroite avec les autres donateurs afin qu'ils contribuent à financer les investissements dans les routes, les écoles et les centres de santé ruraux, indispensables pour une croissance durable dans une économie de marché.
- Le développement de *services financiers ruraux* implique que les institutions aient une orientation à long terme et qu'il existe une séparation claire des pouvoirs publics en tant que fournisseurs de services. Il faudrait aussi travailler énergiquement à renforcer les aptitudes locales à évaluer des demandes individuelles de prêt. Les employés des banques de la région n'ont presque aucune expérience en matière d'évaluation des prêts pour de petits investissements, ce qui peut entraver sérieusement l'octroi de crédit et sa bonne utilisation par les bénéficiaires du projet.
- L'absence de *marchés sûrs* pour écouler la production apparaît comme un frein au développement de l'agriculture, encore plus important que le manque d'intrants agricoles. Il est, par conséquent, indispensable que les possibilités d'associer des commerçants privés et d'autres investisseurs commerciaux aux stratégies des projets du FIDA soient explicitement admises pour faciliter le processus de transition.
- Nombre des ruraux pauvres des pays ECO ne tirent pas de l'agriculture l'essentiel de leurs moyens de subsistance. Le soutien des services agricoles, de la transformation des produits agricoles et des autres domaines de *l'économie rurale hors exploitation agricole* revêt une importance critique pour réduire de façon durable la pauvreté rurale.
- Les habitants de la région ECO sont parfois sceptiques quant aux avantages potentiels de la *formation de groupements*, car ils ont du mal à distinguer l'action collective et ses nombreux avantages de l'héritage du communisme. Dans ce contexte, il ressort de l'expérience du FIDA que les groupements constitués avec un objectif financier clair et/ou

pour gérer une ressource commune sont souvent les plus performants.

- La plupart des gouvernements de la région, en particulier ceux qui empruntent à des conditions intermédiaires, sont peu disposés à utiliser le prêt du FIDA pour des activités de renforcement des capacités et de formation des agriculteurs. Comme ces services sont souvent essentiels pour cibler les groupes sociaux les plus pauvres, la priorité doit être donnée à la mobilisation de *cofinancements sous forme de dons* pour les composantes de formation et de vulgarisation agricoles.
- Les compétences requises pour appuyer le développement rural et la commercialisation des produits agricoles étant foncièrement différentes de celles qui étaient nécessaires dans l'ancien régime, le *développement des ressources humaines* doit bénéficier de toute l'attention nécessaire au niveau institutionnel.
- Compte tenu des besoins des populations, qui sont plus dispersées aujourd'hui, *la médiocrité des infrastructures* (notamment les routes, les écoles, les centres de santé, les centrales électriques et les télécommunications) constitue souvent un obstacle majeur à la croissance dans les zones reculées où travaille le FIDA.

STRATÉGIE SOUS-RÉGIONALE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Cadre stratégique du FIDA

Principaux objectifs. L'objectif stratégique global du FIDA dans la région ECO est de faciliter le processus de transition grâce à des programmes agricoles durables qui contribuent à réduire la pauvreté rurale. Les progrès réalisés dans ce domaine peuvent être mesurés au niveau macroéconomique par les taux de croissance de l'agriculture, les tendances des dépenses des ménages, la réduction de l'inégalité des revenus et les divers indicateurs du niveau de vie et du développement humain dans les zones rurales. Dans ce contexte, il importe, cependant, de bien comprendre que les investissements du FIDA ont peu de chances, à eux seuls, d'avoir un impact majeur sur les résultats du secteur dans son entier et sur l'incidence de la pauvreté rurale. Comme cela a été indiqué, le montant total des prêts du FIDA à la région s'élève en moyenne à un peu moins de 14,50 USD par habitant des zones rurales vivant au-dessous du seuil de pauvreté. La stratégie du FIDA doit donc reposer sur la constitution de partenariats réels avec d'autres acteurs pour susciter une croissance économique significative dans le secteur rural.

En qualité de membre de la communauté internationale de développement, le FIDA est également

guidé par la nécessité de contribuer à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies du Millénaire en septembre 2000. Ces objectifs fixent des buts en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de protection de l'environnement. Ils constituent un défi formidable à relever, pour le FIDA et la communauté internationale du développement, en particulier dans la région ECO où l'incidence de la pauvreté a brutalement augmenté depuis le début de la transition, augmentation accompagnée d'une dégradation de la situation sanitaire, de l'enseignement et de l'égalité entre les sexes.

En tant que petite institution de financement spécialisée, le FIDA doit contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire en concentrant ses ressources sur un petit nombre de domaines qui revêtent une importance stratégique. Bien que les investissements du FIDA aient peu de chances d'avoir, à eux seuls, un effet majeur quant à l'objectif de réduire de moitié le nombre total de ruraux pauvres dans les pays ECO, les projets particuliers peuvent avoir un impact significatif et démontrer l'efficacité d'approches reproductibles à plus grande échelle. Par conséquent, la principale contribution du FIDA à la réalisation des objectifs du Millénaire reposera sur son aptitude à concevoir et essayer des approches novatrices pour réduire la pauvreté rurale et à promouvoir la concertation aux niveaux national, régional et international sur de véritables stratégies de développement. Les projets du FIDA dans la région sont également susceptibles de contribuer notablement à l'égalité entre les sexes et à la bonne gestion des ressources naturelles, sans viser pour autant directement les critères spécifiques fixés par les objectifs du Millénaire.

Approche opérationnelle. Pour réaliser ces grands objectifs de développement, le FIDA concentrera ses efforts, dans chaque pays, sur un petit nombre de zones où il jouit d'un avantage comparatif précis et où il peut tirer le meilleur parti de ses ressources. Dans cette optique, la réussite se mesurera en impact de projets spécifiques sur les bénéficiaires ciblés plus qu'en changements macroéconomiques et en réduction du nombre total de ruraux pauvres. À ce niveau, l'impact des projets du FIDA peut se mesurer en termes de changements dans la productivité agricole et les modes de culture, de volumes de produits vendus et payés en espèces, et de croissance dans l'économie rurale hors exploitation (services agricoles, commerce de biens intéressant les ruraux pauvres). La réussite peut aussi se mesurer en termes d'adoption

des stratégies du projet par les gouvernements et les autres donateurs, ce qui renforce leur impact et élargit leur portée.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, le FIDA continuera d'utiliser divers instruments, à savoir: les prêts de projet traditionnels, les dons d'assistance technique pour la recherche agronomique et économique, les dons au titre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE) pour faciliter la mise en place de nouveaux partenariats et la croissance de la société civile, et les dons au titre du Mécanisme spécial d'intervention pour accélérer l'exécution des projets et en améliorer l'impact. Le programme d'assistance technique du FIDA, par exemple, n'est pas un instrument isolé. Il reflète au contraire les grandes stratégies de développement du Fonds et a été conçu pour appuyer le programme de prêts régional, en finançant la recherche et le transfert de savoirs nécessaires. Il ressort également de l'expérience du FIDA que la conception et l'exécution des projets doivent être souples et bénéficier d'une assistance technique et d'un appui dans le domaine de la gestion, ce qui exige souvent un suivi intensif de la part des chargés de portefeuille de projets de pays et/ou de consultants; il convient donc d'accorder une attention spéciale aux besoins d'assistance technique dès le stade de la conception des projets.

Les activités de programme à venir viseront également à tirer parti des succès des interventions antérieures et continueront de cibler les zones négligées où les interventions du FIDA peuvent avoir le plus grand retentissement et servir de base à la concertation avec les gouvernements emprunteurs, les autres donateurs et la société civile, sur les sujets revêtant une importance critique pour les ruraux pauvres. À cet égard, les zones montagneuses offrent des possibilités particulièrement intéressantes parce qu'elles sont souvent négligées par les autres donateurs alors que certaines des populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la région y vivent. Le FIDA a également accumulé une grande expérience dans le domaine du développement des services financiers ruraux, et il contribue à expérimenter de nouvelles approches institutionnelles favorisant l'accès des ruraux pauvres aux capitaux de roulement et aux fonds d'investissement dont ils ont besoin pour augmenter leur productivité et améliorer leur intégration dans l'économie de marché. Dans la même optique, le Fonds a obtenu de bons résultats avec des associations d'irrigants et d'autres groupements de bénéficiaires constitués dans le seul but d'améliorer l'accès des populations locales aux ressources du développement.

Bien que les orientations spécifiques des opérations du FIDA puissent varier d'un pays à l'autre, tous les programmes viseront à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la pauvreté des groupes ruraux les plus pauvres et les plus vulnérables de la région. Ainsi, dans le cas des communautés montagnardes, l'expérience tirée des projets montre que, pour y parvenir, il faudra tenir compte du caractère unique du défi présenté par le seul fait de travailler dans ces zones, et accorder une attention toute particulière tant aux possibilités d'interaction avec d'autres pans de l'économie nationale qu'aux contraintes potentielles. En raison de l'isolement matériel de ces zones, une coopération étroite avec les gouvernements et les autres donateurs sera probablement indispensable pour mettre en place les infrastructures matérielles et sociales propres à appuyer l'intégration économique aux niveaux régional, national et international. De plus, les opérations du FIDA doivent prendre en compte le fait que nombre de ruraux pauvres des pays ECO ne vivent pas essentiellement de l'agriculture. En conséquence, l'appui aux services agricoles, à la transformation des produits agricoles et aux autres domaines de l'économie rurale hors exploitation, revêtira une importance critique pour réduire de façon durable l'incidence de la pauvreté en milieu rural. Enfin, en ce qui concerne le rôle spécifique des femmes dans les ménages ruraux et dans un contexte où la migration des hommes à la recherche de travail constitue un important mécanisme de survie du ménage, il faudra aussi veiller, dans les opérations du FIDA, à ce que les femmes aient accès aux investissements prévus et soient convenablement représentées dans toutes les associations et institutions rurales qui les concernent.

Possibilités d'investissement pour le FIDA

En ce qui concerne les domaines spécifiques d'intervention de projet, il ressort de l'analyse qui précède qu'une des meilleures façons de tirer parti des ressources du FIDA en obtenant un impact maximum est de concentrer l'action sur le renforcement des institutions à long terme et de promouvoir la création de nouvelles filières commerciales. Dans ce cas encore, les stratégies des projets pourront varier d'un pays à l'autre, mais ces deux domaines revêtent une importance presque universelle dans toute la région ECO, étant donné que l'insuffisance des institutions et les difficultés d'accès au marché limitent pour la grande majorité des ruraux les possibilités de sortir de la pauvreté. Les autres domaines stratégiques d'intervention du FIDA pourraient être: l'appui à l'amélioration de

la productivité des exploitations agricoles, le développement de l'économie rurale hors exploitation agricole et la création de systèmes durables de gestion des ressources naturelles. Le Fonds interviendra partiellement dans ces domaines en mettant en place des services financiers ruraux qui fourniront directement des ressources aux activités profitant aux ruraux pauvres ou appuieront le commerce et les investissements qui les concernent.

Développement des institutions. Alors que les priorités spécifiques dépendent de la situation propre à chaque pays, le renforcement de la capacité institutionnelle des départements ministériels, des institutions financières privées et de la société civile, pour répondre aux besoins des ruraux pauvres constituera un élément fondamental de la stratégie du FIDA dans toute la région ECO. Dans ce contexte, le FIDA s'attachera tout particulièrement à aider les groupes bénéficiaires à créer leurs propres institutions pour répondre aux besoins locaux et exploiter les ressources du développement indispensables. Cette orientation exige un engagement à long terme et une approche par programme, aussi bien pour axer davantage les institutions existantes sur les besoins des pauvres que pour créer de nouvelles institutions, si nécessaire.

Une part importante de la stratégie du FIDA consiste donc à faire comprendre, aux niveaux national et international, l'importance de l'agriculture pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En fonction de la situation de chaque pays, il est probable qu'il faudra, pour cela, renforcer les capacités des ministères de l'agriculture pour pousser: a) les autres branches du gouvernement à entreprendre des réformes juridiques en faveur des ruraux pauvres; et b) les donateurs à octroyer des ressources supplémentaires pour le développement. L'expérience de la période de transition démontre sans ambiguïté que les réformes juridiques ne sont que le point de départ du développement institutionnel. Il reste beaucoup à faire pour mettre en place les services essentiels et les moyens propres à appuyer les nouveaux agriculteurs de la région, et pour créer des débouchés commerciaux.

Filières commerciales. Dans le cadre plus large du développement institutionnel, les prêts à venir du FIDA viseront principalement à renforcer les nouvelles filières commerciales susceptibles de faciliter le processus de transition, et à aider les ruraux à pratiquer l'agriculture à d'autres fins que leur seule subsistance. Ils appuieront notamment les réseaux privés de vulgarisation, les services de finance rurale, les mécanismes d'approvisionnement en intrants, l'agriculture

sous contrat, et les associations de producteurs qui renforcent la position dans les négociations des petits paysans et des autres producteurs ruraux isolés.

Au fur et à mesure que le portefeuille de projets ECO évolue, il apparaît de plus en plus clairement qu'il convient d'accepter plus explicitement les possibilités d'associer les négociants privés et les autres investisseurs commerciaux aux stratégies de projet du FIDA. Le secteur privé a sans aucun doute un rôle important à jouer dans le développement des marchés indispensables à la réduction de la pauvreté, mais il est peu probable qu'il s'intéresse aux ruraux pauvres à moins d'y voir un investissement sûr. À cet égard, la stratégie du FIDA consistera à servir de catalyseur du changement, en appuyant la création des liaisons et des services financiers propres à favoriser l'instauration de nouvelles relations entre le secteur privé et les petits producteurs. Le FIDA peut également contribuer à mettre en place des arrangements institutionnels appropriés qui facilitent l'établissement de marchés plus efficaces, transparents et bien réglementés pour les produits animaux et végétaux.

La mise en place de partenariats est un autre élément clé de la stratégie du FIDA en matière de développement du marché. C'est un élément particulièrement important dans les zones montagneuses isolées où, compte tenu des ressources dont il dispose, le FIDA n'est pas en mesure de financer de grandes infrastructures (routes rurales, télécommunications, écoles et centres de santé) propres à soutenir la croissance économique à long terme et l'intégration dans l'économie de marché. En revanche, les projets du FIDA constituent un moyen d'identifier les besoins spécifiques des communautés ciblées et d'expérimenter des approches reproductibles. Ainsi, en ciblant des zones négligées, le FIDA a su se faire connaître et se rendre utile en contribuant à coordonner les politiques de développement en partenariat avec les gouvernements, les autres donateurs et la société civile.

Productivité des exploitations agricoles. L'amélioration de la productivité des exploitations agricoles étant une condition préalable à la croissance économique et à l'intégration dans l'économie de marché, le FIDA continuera également de financer certains investissements dans ce domaine. Bien que beaucoup d'agriculteurs satisfassent déjà leurs besoins essentiels de subsistance, les ménages dirigés par une femme et les nouveaux agriculteurs ont encore besoin d'avoir accès aux semences améliorées, aux services vétérinaires et à la vulgarisation. Comme cela a été indiqué, l'expérience de la transition met clairement en lumière la nécessité de créer de nouvelles filières d'ap-

provisionnement pour que les agriculteurs disposent des intrants saisonniers et des divers services institutionnels dont ils ont besoin. Les investissements visant à appuyer les services privés de labour et de mise en balles de fourrages, par exemple, peuvent contribuer à améliorer la rentabilité de la petite agriculture et à créer des emplois pour les travailleurs ruraux. De plus, la mise en place de petits réseaux d'irrigation gérés par les communautés, autre domaine dans lequel le FIDA a enregistré des résultats particulièrement satisfaisants, peut contribuer à accroître la production vivrière, pour la consommation familiale, et d'autres marchandises pour la vente.

Économie rurale hors exploitation agricole. Les investissements du FIDA privilégieront non seulement la production agricole primaire mais également d'autres domaines de l'économie rurale. Ce choix est justifié par le grand nombre de ruraux qui tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance d'activités autres que l'agriculture. De ce fait, appuyer la transformation des produits agricoles à petite et moyenne échelle, la prestation de services agricoles et d'autres types d'activités lucratives rurales constitue une des meilleures façons de stimuler la croissance et de créer les nouveaux marchés indispensables à la réduction de la pauvreté. Le FIDA ciblera ces entreprises en fournissant des services financiers appropriés et une assistance technique qui leur permettent d'élaborer des plans d'exploitation et d'identifier de nouveaux créneaux. Les partenariats avec les organisations non gouvernementales nationales (ONG) et internationales capables de fournir ces services seront également un élément pratique important de cette stratégie.

Gestion des ressources naturelles. La protection de la fragile base de ressources naturelles de la région est un autre thème général important dont les futurs projets du FIDA devront tenir compte. La négligence et le manque de respect généralisés à l'égard de l'environnement, pratiqués pendant l'ère de la planification centrale, ont entraîné une grave pollution des terres agricoles. L'exploitation sauvage des forêts pour la collecte du bois de feu et des terres communales pour le pâturage, associée à l'absence de mesures de protection des terres, a conduit à une érosion et une dégradation importantes des sols qui compromettent sérieusement la production animale et végétale. C'est pourquoi, les futurs projets recourront à des incitations pour encourager les communautés à protéger l'environnement local et à prendre les mesures nécessaires pour stopper la contamination des terres et des eaux ainsi que l'érosion des sols. Ces investissements seront, eux aussi, axés sur le marché et mettront l'ac-

cent sur les avantages financiers que les communautés locales sont susceptibles de tirer de la gestion améliorée des ressources naturelles.

Services financiers ruraux. Pour appuyer ses programmes dans les domaines qui viennent d'être cités, le FIDA continuera d'accorder une forte priorité à la mise en place des services financiers ruraux, en tant que condition préalable fondamentale à la croissance économique durable. Cet aspect est également un élément important de la stratégie du FIDA pour le renforcement des institutions. Par conséquent, les futurs projets travailleront avec les banques privées et les autres prestataires de services à mettre en place des services de crédit saisonnier et des mécanismes d'investissement à long terme et à créer un environnement propice aux réformes juridiques. Le FIDA a acquis une expérience considérable quant aux différentes approches du crédit rural et il continuera d'utiliser divers mécanismes pour cibler des groupes spécifiques de bénéficiaires. En fonction de la situation de chaque pays, il peut s'agir de caisses de crédit villageoises destinées à aider les nouveaux producteurs ruraux et à garantir les remboursements au moyen des dettes collectives, ou d'autres arrangements plus structurés destinés aux PME plus importantes, pour appuyer les nouvelles filières commerciales et la croissance dans les domaines pertinents de l'économie rurale hors exploitation agricole. Dans ce contexte, le Fonds mettra l'accent sur de nouvelles filières de distribution de crédit, en visant non seulement les agriculteurs familiaux indépendants mais également les négociants de produits, les prestataires de services agricoles, les transformateurs de produits agricoles et les autres entrepreneurs ruraux.

Activités autres que les prêts

Outre le programme de prêts, les interventions à venir du FIDA porteront également sur la formation de partenariats, la concertation et la gestion des savoirs, éléments interdépendants de la stratégie sous-régionale du Fonds. Pour atteindre son objectif global de réduction durable de la pauvreté rurale, le FIDA doit concentrer ses moyens sur des domaines choisis afin d'obtenir un impact maximum, lequel repose sur la gestion efficace des savoirs relatifs aux stratégies éprouvées, la concertation avec les gouvernements emprunteurs et les autres parties prenantes sur les grandes réformes, et la formation de partenariats pour élargir la portée des interventions au-delà de ce que le FIDA pourrait entreprendre seul. Ces domaines s'inscrivent parfaitement dans le plan d'action institutionnel du FIDA.

Formation de partenariats. Le FIDA a enregistré jusque-là de grands succès en constituant de nouveaux partenariats avec les donateurs bilatéraux et régionaux dans les pays ECO. Le grand défi consiste donc maintenant à cimenter ces relations et à adopter une approche plus pragmatique. Jusqu'ici, la plupart des partenariats sont principalement orientés vers le cofinancement traditionnel de projets particuliers. Le FIDA doit aujourd'hui examiner de nouvelles formes de coopération fondées sur les priorités et les intérêts stratégiques à long terme de chaque donateur. Il s'efforcera en outre de développer et de renforcer ses relations avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux qui opèrent dans la région, notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, l'Union européenne, la Banque mondiale et le Fonds de l'OPEP.

De plus, le FIDA financera, comme par le passé, divers dons au titre du PCE pour améliorer l'impact des projets dans les domaines stratégiques et constituer des partenariats avec la société civile. Dans la mesure du possible, ces initiatives continueront d'être cofinancées par les ONG participantes et les autres donateurs, ainsi que par les bénéficiaires des projets eux-mêmes afin d'en garantir la maîtrise locale et la durabilité à long terme. Cette approche des partenariats favorise la pérennité générale des investissements du FIDA et constitue une occasion de tirer parti de ressources additionnelles pour cofinancer de futurs projets.

Concertation sur les politiques. La stratégie du FIDA en matière de concertation politique dans la région ECO consistera à montrer l'exemple au moyen des projets qu'il finance. Sur cette base, les opérations futures viseront à créer un consensus sur les orientations, en partageant les enseignements tirés dans le cadre des partenariats avec les parties prenantes locales et internationales. Le FIDA exerce déjà une certaine influence sur la politique de développement des zones montagneuses dans plusieurs pays, et a fait notablement avancer la concertation sur le cadre juridique de la privatisation des terres et sur les approches institutionnelles du développement des services financiers ruraux.

Le FIDA poursuivra également le dialogue avec les autres donateurs pour attirer leur attention sur l'importance du développement rural, identifier les synergies possibles et décider des domaines de responsabilité opérationnelle. Un tel dialogue est particulièrement utile dans la région ECO où, jusqu'ici, la plupart des programmes des autres donateurs ont mis l'accent sur la restructuration des entreprises, le développe-

ment industriel, la démocratisation et les services urbains plutôt que sur l'agriculture. De plus, lorsqu'ils portaient sur l'agriculture, seules les zones à potentiel agricole élevé ont été visées, sans action spécifique en faveur des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. En s'intéressant particulièrement à ces groupes et aux causes profondes de leur pauvreté, le FIDA est bien placé pour jeter les bases de la concertation sur les stratégies susceptibles de rendre la transition bénéfique pour tous, y compris les ruraux pauvres.

Gestion des connaissances. La stratégie du FIDA en matière de gestion des connaissances dans les pays ECO a pour objectif principal de dégager les stratégies éprouvées qui peuvent être appliquées plus largement, et d'identifier les enseignements clés des projets en cours d'exécution et les nouvelles approches qui contribuent à maximiser l'impact. Outre les rapports détaillés d'évaluation terminale, les bilans à mi-parcours et les autres moyens habituels d'informations, le FIDA s'efforce d'améliorer la gestion des connaissances en mettant au point des systèmes de suivi et d'évaluations axés sur l'impact pour les projets qu'il finance. Au niveau national, les exposés des options et stratégies d'intervention par pays resteront l'un des outils les plus importants de la gestion des connaissances. Les dons d'assistance technique serviront également à obtenir de nouvelles connaissances sur les possibilités de développement des marchés et à diffuser les connaissances existantes au profit des projets actuels et à venir.

Gestion de l'impact. Pour améliorer l'impact des projets, le FIDA va entreprendre les démarches suivantes: a) examiner les moyens d'intervenir davantage aux stades de l'exécution et de la supervision; b) octroyer des dons pour appuyer l'exécution des projets et renforcer les domaines dans lesquels les gouvernements sont peu disposés à investir (par exemple, la démarginalisation des femmes et le développement de la société civile); c) s'investir davantage dans la concertation et les négociations à long terme avec les gouvernements sur les meilleures pratiques susceptibles d'aider les ruraux pauvres; et d) concentrer ses efforts sur les projets de développement participatifs, ayant un meilleur potentiel de durabilité à long terme et de participation des bénéficiaires.

Alors qu'il a été difficile de mesurer l'impact du FIDA dans le passé, des efforts supplémentaires seront faits dans les futurs programmes pour évaluer l'impact des projets de développement sur leurs bénéficiaires et tirer des enseignements des expériences. Ces objectifs pourront être atteints comme suit: a) conduire des évaluations basées sur les informations fournies par les participants et les bénéficiaires; b) suivre les changements d'orientation et l'évolution des institutions locales ainsi que leur aptitude à prendre en charge le processus de développement; et c) travailler en étroite collaboration avec les autres parties prenantes des acteurs du développement pour mettre au point des outils et des indicateurs améliorés de mesure et de suivi de l'impact.



FIDA

FONDS INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

Via del Serafico, 107

00142 Rome, Italie

Tél +39-06-54591

Fax +39-06-5043463

Télex 620330 IFAD-I

Courrier électronique

IFAD@IFAD.ORG

Site web: www.ifad.org

Imprimé par: U. Quintily S.p.A.

Rome, Italie, Mars 2002